

Je vous prie de communiquer ma lettre au plus grand nombre possible d'électeurs.

Je le répète, je ne demande que justice ; je crois pouvoir espérer de l'obtenir.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,
Votre très obéissant Serviteur,
D. B. VIGER.

L'hon. E. R. Caron a été réélu Maire de Québec malgré la sourde cabale qui voulait lui substituer M. Okill Stuart.

— Le bill de judicature du Bas-Canada (dit la *Gazette* de Montréal) n'entre en opération qu'au mois d'avril prochain. L'acte continuant le commissaire enquêteur est expiré samedi avec le parlement ; et comme ce fonctionnaire est aussi le juge de district, il n'est pas pourvu à l'exercice de cette charge importante, jusqu'au mois d'avril. On pense que la cour des banqueroutes cessera aussi par la même cause. *Canadien.*

ÉTATS-UNIS.

Congrès des Etats-Unis.—Les représentants du Missouri, du New-Hampshire, de la Géorgie et du Mississipi, élus contrairement aux prescriptions de la dernière loi électorale, ont été admis sur la simple exhibition de leur certificat, malgré l'opposition de quelques wigs. Ensuite M. John W. Jones, de la Virginie, Vanbureniste, a été élu président de la chambre par 128 voix contre 95. L'ex-président John Quincy Adams ayant demandé l'abolition de l'article 22 du règlement qui interdit la réception des pétitions relatives à l'esclavage, cette demande a été rejetée, mais par 95 voix seulement contre 91. L'article du règlement qui interdit les discours de plus d'une heure a été aussi maintenu.

Nous n'avons d'espace aujourd'hui que pour les paragraphes du message de M. Tyler qui ont rapport au territoire de l'Orégon et au Texas.

« *Territoire de l'Orégon.*—Une question de grande importance reste encore à résoudre entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Les limites territoriales des deux pays pour ce qui est communément appelé territoire d'Orégon sont encore en discussion. Les Etats-Unis ne seront disposés, en aucun temps, à s'agrandir aux dépens des autres nations, mais s'ils se croyaient empêchés par les principes d'honneur, qui doivent gouverner la conduite des nations aussi bien que celles des individus, de réclamer un territoire qui ne leur appartiendrait pas, ils consentiraient d'autant moins volontiers à l'abandon de leurs droits. Après l'examen le plus rigide, et le plus impartial du sujet, autant que cela est possible, les Etats-Unis ont constamment soutenu qu'ils avaient droit à toute l'étendue du pays longeant l'Océan Pacifique, et embrassant l'espace compris entre les quarante-deuxième et cinquante-quatrième degrés de l'atmosphère Nord. Ces prétentions étant combattues par la grande-Bretagne mes prédécesseurs mus sans aucun doute, par un vif désir d'ajuster le différend sur des termes également satisfaisants pour les deux pays, ont fait soumettre au gouvernement britannique des propositions de transaction finale qui, cependant, n'ont pas encore paru acceptables au dit gouvernement. Notre ministre à Londres a, d'après mes instructions, soumis de nouveau ce sujet à la considération du gouvernement anglais, et si rien n'est fait pour compromettre les droits et l'honneur des Etats-Unis, tous les moyens convenables seront employés, pour amener à une fin prompte et heureuse, la négociation qui vient d'être reprise. En même temps, il est bon de remarquer que beaucoup de nos concitoyens sont déjà établis sur ce territoire, ou sont en route pour y fonder des établissements permanents, tandis que d'autres se préparent à les suivre. En présence de ces faits, je dois répéter les recommandations contenues dans mes messages antérieurs, pour l'établissement de postes militaires sur la ligne de parcours et à des endroits qui pourront fournir sécurité et protection à nos hardis pionniers contre les hostilités des tribus indiennes qui habitent ces régions étendues. Nos lois doivent aussi suivre ces pionniers en étant modifiées suivant que les circonstances peuvent l'exiger. Sous l'influence de notre système de gouvernement libre, de nouvelles républiques sont destinées à surgir, à des époques peu éloignées, sur les rivages de l'Océan-Pacifique, et partageant la politique et les sentiments de celles qui existent de ce côté des montagnes Rocheuses, ces républiques donneront un essor plus vaste et plus étendu aux principes de la liberté civile et religieuse.

« Je vous communique ci-dessous certaines dépêches reçues de notre ministre à Mexico, et une correspondance qui a eu lieu récemment entre l'envoyé de cette république et le secrétaire d'état à Washington. On ne doit pas regarder comme peu extraordinaire que le gouvernement mexicain, prenant texte à l'avance d'une discussion publique qu'il lui a plu de prévoir d'après certains articles de journaux, et qu'il suppose devoir se reproduire dans le congrès, relativement à l'incorporation du Texas aux Etats-Unis, ait cru devoir anticiper sur le résultat de cette discussion, au point de nous avoir signifié sa détermination de répondre à la décision, qu'il lui a plu de devancer par une déclaration formelle de guerre contre les Etats-Unis. Si cette signification est destinée à empêcher le congrès d'évoquer cette question, comme un sujet digne de ses délibérations calmes et de son jugement final, je n'ai pas lieu de douter que ce plan manquera tout à fait son but. Les représentants d'une nation brave et patriotique ne souffriraient pas que le cours d'une délibération qu'ils se seraient proposée, fût embarrassé un moment par l'appréhension de ses futures conséquences ; et le pouvoir exécutif ne faillirait pas, en pareille occasion, à ses devoirs vis-à-vis du pays.

« La guerre qui existe, depuis si long-temps, entre le Mexique et le Texas, a principalement consisté, depuis la bataille de San-Jacinto, en dépréda-

tions qui, tout en étant marquées de grandes souffrances individuelles, ont tenu les frontières des deux pays dans un état constant d'alarmes, et n'ont pu approcher d'aucun résultat définitif. Le Mexique n'a fait aucun armement formidable, ni par terre, ni par mer, pour subjuguier le Texas ; huit années sont aujourd'hui écoulées depuis que le Texas a déclaré son indépendance, et il a été reconnu comme état souverain par plusieurs des principales nations civilisées. Le Mexique persévère, néanmoins, dans ses plans de conquête et refuse de reconnaître l'indépendance texienne. Les incursions de prédateurs, auxquelles j'ai fait allusion, ont été marquées, dans une circonstance, de la dispersion des cours de justice, et de la saisie de la personne des juges, des jurés et officiers de cour, qui ont été jetés avec des citoyens désarmés et inoffensifs dans une captivité cruelle qui a laissé ainsi le crime marcher impuni et l'immoralité non réprimée. Une guerre de frontière est toujours à déplorer, et quand une telle guerre existe depuis si long-temps, l'humanité a de grands motifs de lamentation. Cet état de choses n'est pas seulement déplorable à cause des souffrances individuelles qui en résultent, les effets en sont beaucoup plus étendus. Le créateur de l'univers a donné à l'homme la terre pour asile et ses fruits pour substance. Tout ce qui fait de cette terre une scène de désolation, affecte donc sérieusement l'héritage de l'humanité, et peut-être regardé comme une calamité générale. La guerre peut quelquefois être nécessaire, mais toutes les nations ont un commun intérêt à en amener promptement la fin. Les Etats-Unis ont, eux, un intérêt immédiat à voir cesser l'état d'hostilité existant entre le Mexique et le Texas. Ils sont nos voisins, ils sont du même continent que nous, et nous désirons non seulement entretenir avec eux des relations d'amitié, mais étendre le plus possible nos relations commerciales, et pratiquer tous les droits d'hospitalité et du voisinage. Nos propres intérêts sont profondément engagés dans ce conflit, depuis que, en dépit de la stricte neutralité de notre politique, nous ne pouvons espérer d'échapper aux effets de l'esprit de jalousie qui anime les deux parties adversaires.

« Notre gouvernement ne saurait non plus être indifférent à ce fait que, la guerre, telle qu'elle a lieu entre ces deux nations, doit les affaiblir toutes deux, et les rendre finalement, toutes deux, mais surtout la plus faible, exposées à l'intervention de nations plus fortes et plus puissantes qui, dans l'unique but de servir leurs vues particulières, peuvent tôt ou tard tenter de faire accepter leur médiation à des conditions tout à la fois déshonorantes pour le peuple qui les accepterait et préjudiciables aux intérêts des Etats-Unis. On ne saurait attendre de nous que nous permissions tranquillement une pareille intervention à notre désavantage. En considérant que le Texas n'est séparé des Etats-Unis que par une simple ligne géographique, que son territoire, dans l'opinion de beaucoup de gens, faisait partie du territoire des Etats-Unis, que sa population et ses travaux sont identiques à ceux de nos états, ses voisins, qu'ils contribuent par les mêmes produits au commerce du monde, que la plupart des Texiens ont été citoyens des Etats-Unis, qu'ils parlent notre langage et vivent sous des institutions politiques semblables aux nôtres, ce gouvernement-ci est obligé, par toutes les considérations d'intérêt aussi bien que de sympathie, à veiller à ce que le Texas soit libre dans son action, spécialement en ce qui regarde ses affaires domestiques, qu'il ne soit pas intimidé par la force et empêché par la politique et les vues d'autres nations. Après un examen complet de toutes ces considérations, l'Exécutif n'a pas hésité à exprimer au gouvernement mexicain combien il regretterait profondément la continuation de la guerre, et combien il désirait en voir la fin.

« Je ne puis que penser qu'il appartient aux Etats-Unis, comme la plus ancienne des républiques américaines, de tenir sur ce sujet, au Mexique, un langage sans ambiguïté. Il est temps que la querelle cesse. Il doit y avoir une limite à toutes les guerres, et si la mère-patrie, après une lutte de huit années, n'a pu faire rentrer dans la soumission une partie de ses sujets révoltés contre elle et qui ne se sont pas seulement proclamés indépendants, mais fait reconnaître comme tels par les autres nations, la mère-patrie ne doit pas compter que les autres peuples regarderont tranquillement les hostilités se prolonger indéfiniment, à leur détriment particulier. Les Etats-Unis ont aussi rejeté leur dépendance coloniale, et se sont établis en gouvernement souverain ; après avoir déployé son énergie pour les soumettre, pendant une période de temps moins longue que celle puisée pas le Mexique, la Grande-Bretagne a eu la sagesse et la justice de reconnaître leur indépendance, reconnaissant en cela les devoirs qui pesaient sur elle comme membre de la grande famille des nations. Un pareil exemple, donné par l'une des nations les plus fières et les plus puissantes de la terre, peut être imité sans déshonneur par le Mexique. En conséquence, tout en déplorant une collision avec le Mexique, et toute interruption des relations amicales qui existent entre les deux pays, votre exécutif ne saurait permettre que ce gouvernement contrôle sa politique quelle qu'elle puisse être à l'égard du Texas ; ce dernier pays sera traité par nous comme entièrement indépendant du Mexique, ainsi que les Etats-Unis ont manifesté, depuis long-temps, leur intention de le faire, en reconnaissant son indépendance. De hautes considérations de devoir public peuvent rendre obligatoire, pour les autorités constituées des Etats-Unis, une politique que la voie dans laquelle a persévéré ce Mexique aura beaucoup contribué à faire naître, et, dans une pareille occurrence, l'exécutif comptera avec confiance sur le patriotisme du peuple pour soutenir le gouvernement dans ses actes.

« Des mesures d'un caractère inusité, ont été adoptées récemment par le gouvernement mexicain : ces mesures sont destinées à affecter gravement le